

60249

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/321
22 décembre 1964

FRANCAIS
Original: ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES
PROJETS DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

1. Le Programme alimentaire mondial a été institué en 1961 en vertu de résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de la FAO et il a commencé à fonctionner en janvier 1963. Sans doute, auparavant, avait-on déjà examiné les possibilités d'utiliser l'assistance alimentaire en tant que capital pour le développement, et bénéficié de l'expérience fournie par les programmes bilatéraux, mais le Programme alimentaire mondial est en fait le premier programme d'action multilatérale où l'assistance alimentaire sert à promouvoir le développement économique et social.
2. Des missions d'exploration dans les pays en voie de développement ont été organisées par le Programme alimentaire mondial à la fin de 1962 et au début de 1963 pour faire connaître aux gouvernements le but et les objectifs du Programme, et aussi pour mettre au point, aux fins du développement économique et social, certains projets qui seraient financés au moyen de produits alimentaires fournis par le Programme alimentaire mondial. Ces missions ont été envoyées dans plus de 60 pays situés dans les principales régions du monde.
3. En deux ans d'existence, le Programme alimentaire mondial a acquis une expérience considérable et l'idée d'utiliser l'aide alimentaire sur une base multilatérale pour financer le développement a été favorablement accueillie, tant par les pays en voie de développement que par les pays donateurs. A ce jour, soixante-dix gouvernements d'Etats Membres ont contribué au Programme et ses ressources totales (produits: 66,8 millions de dollars), espèces: 19,7 millions de dollars), (services: 5,4 millions de dollars), atteignent maintenant 92 millions de dollars, soit seulement 8 pour 100 de moins que le montant jugé suffisant par les Nations Unies et

la FAO pour l'expérience triennale. Plus des deux tiers des pays donateurs sont des nations en voie de développement. Vingt pays d'Afrique ont fourni au total 1.120.181 dollars en espèces et sous forme de produits.

4. Au 30 novembre 1964, plus de 140 demandes d'aide au développement économique et social, émanant de cinquante-huit pays, faisaient l'objet d'un examen attentif ou bien avaient déjà abouti à des projets approuvés. Des produits estimés à 38 millions de dollars avaient été affectés à quatre-vingt-quinze projets approuvés, dont vingt-neuf en Afrique, pour lesquels le Programme alimentaire mondial devait fournir des produits estimés à 11,6 millions de dollars. A la même date, cinquante-six projets étaient en cours d'exécution, dont dix-huit en Afrique.

5. Les projets ont été conçus de façon à couvrir une large gamme d'activités, afin d'acquérir une expérience aussi vaste que possible en ce qui concerne l'utilisation de l'aide alimentaire pour le développement économique et social au cours de la période expérimentale triennale.

Cet objectif a été atteint, dans une large mesure. Toutefois, du fait que l'aide du Programme alimentaire mondial est octroyée uniquement sur la base de projets précis, les besoins alimentaires étant calculés pour chaque projet et généralement couverts par des distributions de produits, l'aide alimentaire, telle qu'elle est conçue par le Programme alimentaire mondial, vise essentiellement les projets absorbant beaucoup de main-d'oeuvre, un grand nombre de travailleurs étant rémunérés partiellement en nature. Ceci vaut particulièrement pour les régions rurales où, en raison du sous-emploi et du chômage répandus, les ressources humaines peuvent être mobilisées grâce aux projets où les produits alimentaires fournis par le Programme alimentaire mondial contribuent dans une large mesure à financer le développement économique et social.

6. Les quatre-vingt-quinze projets approuvés au 30 novembre 1964 constituent un échantillon représentatif des activités du Programme en faveur du développement économique et social.

	Total	Afrique
1. Alimentation scolaire	9	5
2. Autres programmes d'alimentation	5	3
3. Colonisation agraire et recasement	14	7
4. Réforme agraire	1	-
5. Remise en état et mise en valeur des terres	10	3
6. Irrigation et drainage	6	-
7. Boisement	8	2
8. Diversification des cultures	1	1
9. Elevage	9	1
10. Stabilisation des prix	2	2
11. Développement communautaire	8	4
12. Construction et logement	3	-
13. Construction de routes	4	-
14. Autres travaux publics	6	-
15. Industries	7	1
16. Exploitations minières	2	-
	<u>95</u>	<u>29</u>

Projets en Afrique

7. La majeure partie de l'aide accordée par le Programme alimentaire mondial aux pays d'Afrique sert à financer des projets agricoles. Les trois projets les plus importants, s'agissant de la quantité de produits fournis, portent sur la colonisation agraire au Ghana, au Soudan et dans la République Arabe Unie. Au Ghana, la construction sur la Volta du barrage qui fournira l'énergie hydro-électrique, et au Soudan, le lac créé en amont du barrage d'Assouan, exigent l'abandon de villages entiers qui seront submergés et, partant, la réinstallation de nombreuses personnes. L'aide du Programme alimentaire mondial vise à assurer la subsistance de ces populations jusqu'au moment où les nouvelles terres deviendront productives. Dans la République Arabe Unie, l'aide du Programme alimentaire mondial renforce le programme à long terme du Gouvernement pour la sédentarisation des Bédouins nomades en améliorant l'élevage ovin et en encourageant la polyculture et la culture des fruits dans les zones côtières du désert du nord-ouest.

8. Pour ce qui est des autres projets de colonisation agraire à Madagascar et au Tanganyika, l'aide du Programme alimentaire mondial vise à mettre de nouvelles terres en culture et à réduire le chômage dans les villes.
9. Des projets de remise en état et de mise en valeur des terres, tendant principalement à améliorer et à accroître la production agricole, sont en cours d'exécution au Tchad et au Maroc.
10. L'aide alimentaire fournie au titre du développement communautaire au Mali, au Sénégal, au Soudan et au Togo, vise généralement à encourager les villageois à travailler eux-mêmes à l'amélioration et au développement des installations communautaires. Au Sénégal, il s'agit d'accroître le nombre des emplois ruraux dans le cadre des programmes de développement communautaire.
11. Le financement du développement par la distribution de produits alimentaires revêt de nombreuses formes; c'est ainsi qu'un projet vise à améliorer la production agricole au Burundi, grâce à la distribution de semences améliorées. Les agriculteurs qui produisent ces semences, mises au point par l'Institut de recherche agricole, reçoivent du Programme alimentaire mondial, de la farine de maïs en échange desdites semences, dans des proportions déterminées. A titre de première étape vers l'institution d'un programme national, les semences ainsi obtenues sont distribuées à 23.000 familles d'agriculteurs. On s'attend que la distribution des semences améliorées dans tout le pays entraîne un accroissement sensible de la production, le relèvement du revenu des agriculteurs et peut-être la création de réserves alimentaires où l'on pourra puiser en cas de mauvaise récolte.
12. Le Comité d'Oxford de lutte contre la famine a fourni, au titre de ce projet, 32.000 dollars pour l'achat de deux camions qui transporteront à l'intérieur du pays la farine de maïs distribuée par le Programme alimentaire mondial. Cette contribution illustre l'un des principaux problèmes rencontrés par le Programme alimentaire mondial - à savoir le financement des dépenses non alimentaires des projets de développement, lesquelles sont à la charge des gouvernements bénéficiaires. Une autre

difficulté consiste à mettre en place le dispositif administratif local pour l'exécution des projets. Pour aider les gouvernements à assurer la manutention et la distribution des produits alimentaires, le Programme alimentaire mondial a, dans de nombreux cas, envoyé sur place des fonctionnaires chargés des projets. On a cependant besoin de personnel technique qualifié et la surveillance des projets auxquels participe le Programme alimentaire mondial pose presque toujours un problème du fait que les pays en voie de développement manquent de techniciens qualifiés. Aussi, l'aide du Programme alimentaire mondial, dans le domaine de l'éducation et de la formation, offre-t-elle à long terme un intérêt considérable.

L'avenir de l'aide alimentaire multilatérale

13. A la fin de 1965, les Nations Unies et la FAO se prononceront sur l'avenir de l'aide alimentaire multilatérale, à la lumière de l'expérience acquise au cours du programme expérimental triennal. A cette fin, on évalue les projets bénéficiant de l'aide du Programme alimentaire mondial pour déterminer l'incidence de l'aide alimentaire sur le développement économique et social. Pour compléter l'examen et l'évaluation de l'expérience pratique, le Programme alimentaire mondial a entrepris cinq études d'experts sur l'aide alimentaire multilatérale et ses rapports avec les programmes bilatéraux. Après avoir examiné ces études, à sa septième session au printemps de 1965, le Comité intergouvernemental ONU/FAO soumettra aux Nations Unies et à la FAO ses recommandations touchant l'avenir du Programme alimentaire mondial.